

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-mouvement-de-l-oligarchie-autonomiste-gagne-du-terrain-en-Bolivie>

Le mouvement de l'oligarchie autonomiste gagne du terrain en Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 19 décembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le mouvement oligarchique autonomiste opposé au gouvernement du président socialiste Evo Morales gagne du terrain en Bolivie, où les quatres régions les plus riches ont proclamé samedi dernier leurs projet de statuts separatiste.

El Correo. Paris, le mercredi 19 décembre 2007.

Sur les neuf régions que compte la Bolivie (9 millions d'habitants), le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, le gouvernement ne peut plus compter que sur à peine trois régions (La Paz, Oruro et dans une moindre mesure Potosi) tandis que le gouverneur de La Paz, Jose-Luis Paredes, ne se gêne pas pour critiquer le projet de nouvelle constitution adoptée par le MAS (Mouvement vers le socialisme), le parti du Président Morales.

Pour concrétiser leurs projets d'autonomie les régions prospères de Santa Cruz (hydrocarbures et soja), Tarija (hydrocarbures), Pando et Beni (élevage), commencent à recueillir les 8% des signatures des citoyens inscrits nécessaires selon la loi pour convoquer un référendum sur leur projet d'autonomie dévoilé samedi.

Ces quatres régions ont reçu le soutien de Cochabamba (centre) et Chuquisaca (sud-est) qui en 2006 lors d'un référendum s'était montré défavorable à l'autonomie mais qui ont basculé dans l'opposition au gouvernement central de La Paz. Elles refusent le projet de constitution notamment parce que ce texte ne laisse pas de place à l'autonomie des régions.

Le gouverneur de la région de Cochabamba, Manfred Reyes Villa, a annoncé une campagne de signatures pour tenir un scrutin « pour expliquer à la population pourquoi il voulait l'autonomie ». Tandis qu'à Sucre (sud-est) ville où se sont déroulés des violents affrontements en novembre dernier, des dirigeants civils ont lancé une campagne « pour avancer vers l'autonomie et ne plus dépendre du centralisme » de La Paz.

Les six régions, qui refusent aujourd'hui le projet de Constitution à tonalité « indigéniste » et « étatique », contestent Evo Morales, le premier indien - de l'ethnie aymara - ayant accédé au pouvoir en Bolivie en janvier 2006.

Le Président Morales, a le soutien des indiens pauvres aymaras et quechuas favorables à la nationalisation des richesses et surtout à la redistribution des terres non exploitées promise par le gouvernement socialiste. Les gouverneurs « autonomistes » entendent s'attribuer le pouvoir de décider sur la propriété et la redistribution des ce terres.

Face à ce climat de tensions, soutenus par les Etats-Unis, les ambassadeurs de pays de l'Union européenne ont appelé vendredi au dialogue entre les gouverneurs et la Présidence. Le chef de l'État a invité les gouverneurs « rebelles » à venir dialoguer mercredi au palais présidentiel de La Paz.

« Je ne crois pas que le MAS ait la moindre volonté de négocier » a confié à l'AFP l'analyste indépendant Diego Ayo. « Je ne doute pas qu'il existe des secteurs radicaux à droite mais la majeure responsabilité, (...) vient du gouvernement », ajoute-t-il intransigeant.